

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale  
au profit de la société LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS  
relatif à l'exploitation d'un entrepôt logistique  
situé au sein de la ZAC 2 Extension de la ZA Porte de Touraine à Autrèche**

**SAIPP/BE 21185**

Le préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la légion d'honneur, officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme ;

communautaire de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS par délibération en date du 18 janvier 2023 ;

- VU** le rapport et les propositions en date du 21 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date 13 avril 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 3 avril 2023 à la connaissance du demandeur ;
- VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;
- VU** le courrier de la DRAC de levée des prescriptions archéologiques du 9 mars 2023 confirmant la libération des terrains ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures mises en place au titre de la maîtrise du risque d'accidents envisageables à l'extérieur de l'établissement permettent de considérer le risque comme acceptable ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures prévues sont de nature à prévenir efficacement les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

**ARRÊTE**

#### 1.1.4. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

### 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

#### 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement suivantes :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation Quantité autorisée
1510-2a	A	<p><b>Entrepôts couverts</b> (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Entrepôt de stockage de matières combustibles diverses dont matières plastiques type 2662/2663 composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- cellules 1 à 6 de 12 000 m<sup>2</sup></li><li>- cellules 7 et 8 de 6 000 m<sup>2</sup></li><li>- cellule de matières dangereuses de 267 m<sup>2</sup></li></ul> <p>avec une hauteur au faîtage de 12,65 m</p> <p>Soit un volume d'entrepôt de 1 066 004 m<sup>3</sup></p>
1532-2b	D	<p><b>Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues</b>, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Stockage extérieur de palettes bois pour un volume de 5 500 m<sup>3</sup></p>

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage industriel ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

#### **1.4.2. Phasage**

Le bâtiment est construit et exploité selon le phasage suivant :

- La phase 1 consiste en la construction et mise en exploitation des cellules 1 à 4, de bureaux, de locaux techniques et de trois locaux de charge. La préparation de la plateforme, le busage du fossé à l'Est, les bassins d'infiltration et de confinement, l'ensemble des plantations en périphérie et une partie des zones de stationnement PL et VL et de la voie d'accès est mis en œuvre dès la première phase de chantier.
- La phase 2 consiste en la construction et l'exploitation de la cellule 5, de locaux techniques et d'un local de charge pour une mise en exploitation 3 ans après la mise en exploitation de la phase 1 (soit de manière prévisionnelle en 2027). Une voie provisoire Nord est aménagée pendant la phase 2.
- La phase 3 consiste en la construction et l'exploitation des cellules 6 à 8, de locaux techniques et de deux locaux de charge pour une mise en exploitation 4 ans après la mise en exploitation de la phase 1 (soit de manière prévisionnelle en 2028).

#### **1.4.3. Durée de l'autorisation et caducité**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté pour la phase 1, trois ans à compter de la date de mise en exploitation de la phase 1 pour la phase 2 et quatre ans à compter de la date de mise en exploitation de la phase 1 pour la phase 3, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

#### **1.4.4. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **1.5. IMPLANTATION**

En complément des dispositions de l'article 2 « Règles d'implantation » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé définissant les distances d'éloignement par rapport aux limites de propriété et la distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs, le bâtiment est implanté et construit conformément aux plans présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé de telle manière que :

- la zone des effets létaux (flux thermique de  $5 \text{ kW/m}^2$ ) reste contenue à l'intérieur du site,

- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

## **1.8. INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **1.9. CONTRÔLES ET ANALYSES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que de mesures de niveaux sonores. Tous les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.



Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif de la ZAC
Traitement avant rejet	Sans objet
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration d'Autrèche
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures (non polluées) + Eaux pluviales des voiries et parkings (susceptibles d'être polluées) après traitement par un ouvrage siphonide
Exutoire du rejet	Bassin d'infiltration de 6 445 m <sup>3</sup> (Nord-Ouest)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Milieu naturel

### 2.3.2. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux domestiques
- les eaux exclusivement pluviales non polluées (eaux de toiture)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux issues du ruissellement sur les aires imperméabilisées)
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

Le site est aménagé tel que la totalité des eaux de voiries, d'aires de stationnement poids lourds et de toitures est collectée.

L'assainissement et le coefficient d'imperméabilisation des sols sont conformes aux dispositions prescrites par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du Castelnaudais. Les surfaces imperméabilisées représentent une superficie totale de 13,8 ha.

### 2.3.3. Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

## **2.5. DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT**

En complément des dispositions de l'article 10 « Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol et des eaux » et 11 « Eaux d'extinction incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Les aires de chargement et de déchargement routiers sont étanches et reliées à l'ouvrage siphonide (fonctionnement normal) et au bassin de rétention des eaux incendie.
- Le confinement des eaux d'extinction incendie est réalisé par des dispositifs externes au bâtiment de stockage. Le volume de rétention, dimensionné conformément à la règle D9A, est constitué par un bassin de rétention étanche d'au moins 3 440 m<sup>3</sup> (Nord-Ouest) non connecté au milieu naturel.
- Le réseau de collecte des eaux pluviales de voiries est équipé de dispositifs d'isolement, de type chambre avec vannes automatiques asservies à la détection incendie (avec action manuelle en cas de panne) permettant de diriger les eaux d'extinction incendie vers ce bassin lors d'un sinistre. Ces vannes sont contrôlées à minima annuellement.
- Les capacités de rétention mises en place sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir. Les locaux de charge disposent chacun d'un puisard permettant de collecter tout déversement accidentel. Le sol du local sprinklage est en béton.
- Les produits récupérés en cas d'accident seront éliminés comme déchets.

- Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée ;
- Les modalités et les résultats de la surveillance des émissions sonores sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

### **3.2. ÉMISSIONS LUMINEUSES**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- L'éclairage extérieur destiné à éclairer les voiries, parkings et cours camion est assuré par des LED. Il ne fonctionnera que pendant les périodes nécessaires, par la mise en place d'une minuterie et de détecteurs de mouvements sur les façades des bâtiments.
- Les mats implantés le long des voiries et parkings seront en nombre adapté aux besoins et les modalités d'éclairage sont dissociées en fonction des modalités d'utilisation de l'espace. L'éclairage sera tourné vers le sol de façon à limiter les nuisances lumineuses.
- L'exploitant du bâtiment s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit. Les contrôles effectués sont reportés sur un registre.

### **3.3. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PLAN DE GESTION DES ESPACES VERTS**

En complément des dispositions prévues à l'article 1.3 « Intégration dans le paysage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'exploitant met en place les mesures suivantes avant la mise en exploitation du site :

- Utilisation d'espèces végétales indigènes d'origine génétique locale ;
- Au Nord et au Nord-Est, présence d'une frange boisée constituée d'une bande bocagère sur 3 rangs associée à un ourlet boisé d'au minimum 8 mètres de large ;
- À l'Est, présence d'une haie bocagère sur 1 rang dans la continuité de l'ourlet boisé ;
- Au Sud-Est, présence d'un bosquet permettant la protection visuelle du hameau de L'Épinière ;
- À l'Ouest, présence d'une haie bocagère sur 1 rang, qui est associée à une bande arbustive sur 2 rangs au niveau des bassins ;
- Au Sud, présence d'un taillis bocager sur une largeur de 5 mètres bordé par un talus enherbé de 5 m de large ;
- Traitement architectural spécifique sur l'angle et la façade Nord du bâtiment conformément au dossier ;
- Mise en place d'une gestion différenciée à l'échelle de l'ensemble de la parcelle ;
- Mise en place de pierreries favorables au lézard des murailles.

Une campagne écologique de suivi des plantations et des cortèges faunistiques sera menée à la fin des travaux, puis 2 ans et 5 ans après, afin de rendre compte de leur évolution, de leur pérennité et de leur efficacité. Les résultats seront tenus à disposition des services de police de la nature (DDT, DREAL, OFB).



## 4.2. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

### 4.2.1. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

En complément des dispositions de l'article 3 « Accessibilité » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé définissant les conditions d'accès au site, les caractéristiques de la voie engins, des aires de stationnement et de mise en station des moyens aériens, les accès aux issues et quais de chargement et les documents à disposition des services d'incendie et de secours :

- L'accès principal au site est situé au Sud-Ouest pour l'ensemble des véhicules, un deuxième accès dédié aux services de secours est présent au Sud-Est. L'exploitant prend toutes dispositions pour permettre aux services de secours et de lutte contre l'incendie de pouvoir, en tout temps, pénétrer sans délai dans l'enceinte de l'établissement, soit par l'intermédiaire d'une présence humaine, soit par un dispositif permettant la manœuvre manuelle des portails implantés à l'entrée ou en périphérie du site en dehors des heures d'ouverture ;
- Les différents accès sont clairement indiqués au moyen de panneaux de signalisation implantés in situ.
- Les aires échelles (13 au total), de dimensions 7 m x 10 m, sont situées au droit des murs séparatifs entre les cellules à leurs deux extrémités, ou au plus près lorsque la présence d'un local le rend impossible, et elles sont accessibles directement depuis la voie engin. Ces aires de mise en station des moyens aériens sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS37.

### 4.2.2. Dispositions constructives et comportement au feu

En complément des dispositions des articles 4 « Dispositions constructives », et 6 « Compartimentage » et 7 « Dimension des cellules » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Les cellules de stockages ont une hauteur au faîtage est de 12,65 m ;
- Les dispositions constructives des cellules sont les suivantes :

Structure	Stable 1 heure
Murs séparatifs entre cellules	<u>Murs séparatifs entre les cellules 1, 2, 3 et 4 :</u> REI180 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en saillie de façade ou avec un retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif. Portes de communication entre cellules incluses dans ces murs EI180  <u>Autres murs séparatifs entre les cellules :</u> REI120 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en saillie de façade ou avec un retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif. Portes de communication entre cellules incluses dans ces murs EI120
Murs extérieurs des cellules	<u>Facades Nord des cellules 1 et 8, façades Sud des cellules 2 et 3 et façade Ouest des cellules 5, 6, 7 et 8 :</u> Écrans thermiques REI120 couvrant toute la hauteur, jusqu'en sous-face de toiture

- La distance minimale par rapport aux parois et aux éléments de structure est augmentée si cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie ;
- Les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre ;
- Les aérosols contenant des gaz inflammables sont stockés dans la cellule dédiée au stockage de matières dangereuses. Ils sont stockés dans une ou plusieurs enceintes grillagées dans le cas où d'autres produits sont stockés dans cette cellule.
- Le stockage de déchets est réalisé dans des bennes situées en extérieur ou dans des contenants adaptés.

#### **4.2.5. Installations électriques**

En application des dispositions de l'article 15 « Installations électriques et équipements métalliques » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Matériels utilisables en atmosphères explosives :
  - Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n°2015-799 du 01 juillet 2015 modifié, relatif aux produits et équipements à risques. Le cas échéant, l'étude ATEX correspondante est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.
- Pertes d'utilités :
  - L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants pour la sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
  - La perte d'alimentation électrique du bâtiment entraîne l'arrêt complet des installations du bâtiment à l'exception des équipements et paramètres importants pour la sécurité (tels que blocs autonomes, les blocs phare, le système d'extinction automatique, les différentes alarmes, détections et automates intervenant dans la mise en sécurité des installations) qui doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de telle sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### **4.3. DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **4.3.1. Surveillance de l'installation et contrôle des accès**

En complément des dispositions de l'article 25 « Surveillance et contrôle des accès » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
- Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin (en et hors des périodes d'ouverture de l'entrepôt).
- Un système de surveillance est installé et reporté à une société de télésurveillance en dehors des périodes d'ouverture. La société de télésurveillance disposera de consignes écrites pour la marche à suivre en cas de déclenchement d'une détection.

#### **4.4. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

##### **4.4.1. Moyens de lutte contre l'incendie**

En lieu et place des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- Les besoins en eaux pour la défense extérieure contre l'incendie, calculés à l'aide du guide D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, version en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022), sont de 540 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 1 080 m<sup>3</sup>.
  - L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
    - d'un système d'extinction automatique d'incendie de type ESFR, associé à une réserve en eau de 1 000 m<sup>3</sup>. Celui-ci est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage ;
    - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
    - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
    - de 9 points d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> unitaires réparties sur la périphérie du site, conformément au plan présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, associés à des aires de stationnement pour les engins de secours. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 200 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).
- L'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.
- Les organes de manœuvre des réserves incendie sont accessibles en permanence par les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Les aires d'aspiration et les passages sapeurs-pompiers sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS 37. Les moyens de secours font l'objet d'une réception en conformité par le SDIS d'Indre-et-Loire en présence de l'installateur.
  - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
  - Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

- les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, et les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité de ceux-ci ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement (ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée).
- L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **4.4.4. Organisation : POI et plan de défense contre l'incendie**

En complément des dispositions de l'article 23 « Plan de défense incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

- L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

#### **4.5. INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES**

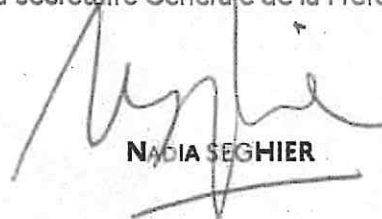
L'installation photovoltaïque est conçue, construite et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 susvisés.

## 5.5. EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Autrèche, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 17 AVR. 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



NADIA SEGHIER